



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 06/2021 – 10

OBJET : RESSOURCES HUMAINES**Modalités de mise en œuvre du télétravail généralisé
- Charte relative au télétravail et outils d'application.**

L'An deux mille vingt et un et quinze du mois de juin (**15.06.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 09 juin 2021, s'est réuni à la salle Jules Fromage de Saint Nicolas de la Grave, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. LOPEZ Romain, 2^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 3^{ème} Vice-Présidente
M. GARGUY Bernard, 4^{ème} Vice-Président
Mme FEAU Annie, 5^{ème} Vice-Présidente
M. BOUCHÉ Bernard, 6^{ème} Vice-Président
M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président
M. LAFONT Hubert, 8^{ème} Vice-Président
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9^{ème} Vice-Présidente
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué

M. CRUBILÉ Jean-Luc - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Eric (à partir de la délibération n°2) - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°9) - M. FERAL Jean-Philippe - Mme BETIN Nadia - Mme PAYSSOT Céline - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - M. COULOM Michel - M. FEGNE Jean - Mr POUGNAND Jérôme - M. PUCHOUAU Pierre - Mme GAYET Stéphanie (à partir de la délibération n°2) - Mme LOPEZ Sophie - M. LOURMEDE Guy - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane (à partir de la délibération n°3) - M. SÉGARD Georges - Mme HEMMAMI Estelle - Mme CAVALIÉ Marie - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - M. USSEGLIO Philippe - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. DELLAC Patrick, conseiller délégué
M. DUPUY Guy
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°8)
M. DURRENS Serge
M. REMIA Alex
M. EIDESHEIM David
M. BON Philippe
M. BENECH Eric
Mme CAVERZAN Martine
Mme DELCHER Any (à partir de la délibération n°2)
Mme M'BAMBI MATALE Claudine
M. THIERS Jean-Christophe
Mme ESQUIEU Pierrette
M. BOUSQUET Franck

a donné procuration à Thierry JAMAIN
est représenté par Jean-Paul FEGNE
a donné procuration à Eric KOZLOWSKI
a donné procuration à Marie-Christine PECCOLO
a donné procuration à Nadia BETIN
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à André ANGLES
a donné procuration à Marie-Thérèse VISSIERES-DELVOLVE
a donné procuration à Dominique BRIOIS
a donné procuration à Stéphanie GAYET
a donné procuration à Jérôme POUGNAND
a donné procuration à Romain LOPEZ
a donné procuration à Danièle SCHATTEL
a donné procuration à Estelle HEMMAMI

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme TRESSENS Christiane
M. PAILLAS Alain
Mme LAFFINEUR Nicole

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Philippe USSEGLIO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment l'article 133 ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, notamment son article 37-1-III ;

Vu le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 20 ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu la circulaire NOR : RDFS1710891C du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique ;

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 28 mai 2021 ;

Vu l'avis de la conférence des maires du 8 juin 2021 ;

Considérant que le télétravail est un mode d'organisation du travail dont l'objectif est de mieux articuler vie personnelle et vie professionnelle. Le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 détermine ses conditions d'exercice : quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail, nécessité d'une demande de l'agent, durée de l'autorisation, mentions que doit comporter l'acte d'autorisation. Sont exclues du champ d'application dudit décret les autres formes de travail à distance (travail nomade, travail en réseau...) ;

Considérant que le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication. Le télétravail est organisé exclusivement au domicile de l'agent ;

Considérant que l'autorisation de télétravail est délivrée pour un recours régulier ou ponctuel au télétravail. Elle peut prévoir l'attribution de jours de télétravail fixes au cours de la semaine ou du mois ainsi que l'attribution d'un volume de jours flottants de télétravail par semaine, par mois ou par an dont l'agent peut demander l'utilisation à l'autorité responsable de la gestion de ses congés. Un agent peut, au titre d'une même autorisation, mettre en œuvre ces différentes modalités de télétravail ;

Considérant la quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail ne peut être supérieure à trois jours par semaine ou à 12 jours par mois. Le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur à deux jours par semaine ou à 8 jours par mois.

Par dérogation, les fonctions pourront être exercées sous la forme de télétravail plus de 3 jours par semaine dans les cas suivants :

- pour une durée de six mois maximum, à la demande des agents dont l'état de santé, le handicap ou l'état de grossesse le justifient et après avis du service de médecine préventive ou du médecin du travail ; cette dérogation est renouvelable, après avis du service de médecine préventive ou du médecin du travail ;
- lorsqu'une autorisation temporaire de télétravail a été demandée et accordée en raison d'une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur site ;

Considérant les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation, ils restent soumis notamment aux règles prévues par les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 et n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitées ;

Considérant que l'employeur prend en charge les coûts découlant directement de l'exercice des fonctions en télétravail, notamment le coût des matériels, logiciels et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci ;

Considérant que dans le cas où la demande est formulée par un agent en situation de handicap, l'autorité territoriale met en œuvre sur le lieu de télétravail de l'agent les aménagements de poste nécessaires, sous réserve que les charges consécutives à la mise en œuvre de ces mesures ne soient pas disproportionnées, notamment compte tenu des aides qui peuvent compenser, en tout ou partie, les dépenses engagées à ce titre par l'employeur ;

Considérant que lorsqu'un agent demande l'utilisation des jours flottants de télétravail ou l'autorisation temporaire de télétravail en raison d'une situation exceptionnelle, l'autorité territoriale peut autoriser l'utilisation de l'équipement informatique personnel de l'agent ;

Considérant qu'aucun candidat à un emploi ne peut être incité à accepter un poste sous condition d'exercer en télétravail, aucun emploi ne peut être réservé à un agent en télétravail, ni sous condition de ne pas demander à télétravailler ;

Considérant que tout refus d'une demande initiale ou de renouvellement de télétravail ainsi que l'interruption du télétravail à l'initiative de l'administration peut faire l'objet d'une saisine de la commission administrative paritaire par le fonctionnaire ou de la commission consultative paritaire par l'agent contractuel de droit public ;

Considérant que les dispositions appliquées jusqu'ici étaient liées à la phase expérimentale de télétravail ;

Considérant la charte de télétravail pour la période expérimentale et les outils de mise en place, expérimentés sur 5 agents volontaires des filières techniques et administratives du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021 ;

Considérant la période de télétravail liée à la crise sanitaire du 16 mars 2020 au 30 juin 2021 ;

Considérant le bilan de la phase expérimentale, les modifications des critères d'accès au télétravail et des postes télétravaillables et non télétravaillables ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **approuve** la présente délibération relative aux modalités de mise en œuvre du télétravail ;
- **approuve** la Charte relative au télétravail et ses outils, joints en annexe ;
- **instaure** le télétravail de manière généralisée aux postes télétravaillables dans les conditions décrites par la Charte ;
- **charge** le Président, de l'application des décisions prises.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 18/06/2021
Publication le : 18/06/2021
Notification le :

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

D. BRIQIS



Membres en exercice : 62
Présents : 47
Votants : 59

Adopté à l'unanimité des votants